
Analyser le discours du capitalisme « vert » : La signification de la nature dans « fondés sur la nature »

L'expression « solutions fondées sur la nature », dans le contexte des projets d'exclusion et de prédation qui se cachent derrière, révèle quelque chose de fondamental. La civilisation occidentale a fondé une grande partie de sa domination sur sa relation conflictuelle et hostile avec la nature : une ressource exploitable et une chose qu'il faut vénérer parce qu'elle est intacte et « pure ».

Le discours et le développement

Le pouvoir du discours réside dans sa capacité à établir des « régimes de vérité ». Lorsque les philosophes, sociologues ou linguistes utilisent le terme *discours*, ils se réfèrent généralement à un ensemble de pratiques sociales et linguistiques qui légitiment certains types de connaissances, consolident certaines notions, définitions de problèmes, visions du monde, etc. de façon à ce qu'elles soient acceptées par la société comme si elles allaient de soi. Les dichotomies – des paires de termes opposés et mutuellement exclusifs – comme, par exemple, « sain d'esprit » et « insensé », « normal » et « anormal », « développé » et « sous-développé » jouent un rôle central dans l'établissement de ces régimes de vérité. Le régime de vérité sert à déterminer ce qui peut légitimement être dit et par qui. En établissant un tel régime, un discours institue et solidifie certaines relations de pouvoir. L'analyse du discours, telle qu'introduite par le philosophe français Michel Foucault à la fin des années 1960 (1), cherche à révéler le lien entre vérité et pouvoir d'un discours particulier afin de le démanteler, de déconstruire les concepts qui ont été construits et naturalisés à travers lui.

En appliquant cette approche, le penseur colombien Arturo Escobar (2) a dénoncé les relations de pouvoir dans le discours du « développement » mis en œuvre après la Seconde Guerre mondiale, entre les pays industrialisés et ce qui était défini comme le « tiers-monde ». En faisant de la notion de « richesse » quelque chose qui pouvait être quantifié et mesuré en termes de revenu par habitant ou de produit national brut, les peuples dont l'économie n'était pas principalement basée sur l'argent – comme les moyens de subsistance traditionnels et les communautés de subsistance – étaient désormais perçus comme « pauvres », et le fait de leur apporter le développement était comme une obligation morale pour le « premier monde ». La vague de projets de développement des décennies suivantes a donné aux industries occidentales un accès aux ressources naturelles et a créé de nouveaux débouchés pour elles en introduisant une culture de la consommation dans les pays du Sud.

Dans les années 1980, les conséquences désastreuses de la croissance économique capitaliste mondialisée ne pouvaient plus être ignorées, et l'adjectif « durable » a été accolé au mot développement. Les agences de développement et les grandes ONG ont dû créer de nouveaux récits sur les paysans, les peuples autochtones, les femmes et l'environnement. En réalité cependant, les projets de « développement durable » ont été imposés d'en haut, ce qui a conduit les communautés rurales à être envahies par des spécialistes de l'environnement, des ingénieurs forestiers, des anthropologues, etc., qui sont venus leur « apprendre » à utiliser leurs terres de manière « durable ». En substance, ces projets et programmes réaffirment le paradigme de la

croissance économique et reproduisent les relations de pouvoir néocoloniales jusqu'à aujourd'hui.

Le discours du capitalisme « vert »

Plus récemment, de nouvelles constructions discursives, quelque peu différentes, sont apparues. Il y a vingt ou trente ans, des termes tels que durabilité, biodiversité ou réduction des émissions étaient utilisés pour suggérer que les projets étaient basés sur un fondement scientifique. Au cours des dix dernières années, cependant, des expressions plus techniquement vagues et plus attrayantes pour le public, plus favorables aux entreprises, se sont imposées.

« L'économie verte » a été propagée il y a dix ans sous la forme d'un nouveau modèle économique riche d'une vaste gamme de technologies – de l'énergie solaire au commerce du carbone – et véhiculant l'idée générale selon laquelle l'économie capitaliste n'est pas un problème, mais la solution. (3) De même, l'idée de « bioéconomie circulaire » (4) évoque des associations avec le cycle harmonieux de la vie et promet de sauver la planète grâce à la valorisation du « capital naturel » et une transition vers « l'économie papillon ». (5) Par ailleurs, depuis peu, l'idée de « solutions fondées sur la nature » est activement promue en tant que soi-disant nouveau modèle pour lutter contre le changement climatique et apporter « des avantages en termes de bien-être et de biodiversité ». (6) L'introduction massive de ces termes écologico-économiques passe-partout indique que le discours sur le « développement durable », tel que décrit par des auteurs comme Arturo Escobar dans les années 1990, est désormais entré dans une phase nouvelle et différente et qu'il serait plus approprié de le décrire comme le discours du capitalisme « vert ».

Quelle est donc la raison de ce changement ? Quels sont les nouveaux intérêts économiques et de pouvoir qui exigent l'adaptation du régime de vérité ?

Les projets de développement durable typiques des années 1990, fidèles à la devise « à prendre ou à laisser », cherchaient à faire un usage économique de la nature en extrayant physiquement des produits des zones protégées, comme des produits forestiers non ligneux (par exemple le latex, les noix du Brésil) ou du bois « exploité de manière durable ». Les projets de la dernière décennie, en revanche, sont de plus en plus motivés par des intérêts en matière de compensation environnementale et climatique. Selon cette logique, pour que les aires protégées puissent servir de pions pour la destruction ou la pollution d'autres zones, toute interférence humaine avec les soi-disant « services écosystémiques » (ex. : stockage de carbone, préservation de la biodiversité) qui doivent « compenser » la destruction du même « service » ailleurs, doit être minimisée ou interdite. Ce qui distingue les projets actuels des précédents, ce sont de nouveaux mécanismes d'appropriation. La compensation environnementale et climatique extrait la valeur commerciale de la nature en la « virtualisant ». Les « services écosystémiques », une fois quantifiés, sont considérés comme interchangeables. Ainsi, sans que rien ne soit physiquement extrait ou produit, des « actifs financiers » sont créés à partir des terres, sous forme de certificats.

La logique fondamentale de ces projets est non seulement viciée (puisque payer pour polluer n'est pas une solution), (7) mais aussi profondément inhumaine dès lors qu'elle vise en définitive la criminalisation et l'expulsion des peuples traditionnels de leurs terres.

Afin de dissimuler ce fondement logique difficilement défendable et ses défauts, la production discursive doit être scindée en deux parties : D'un côté, il y a le jargon très technique des articles techniques, largement incompréhensible pour les profanes, sur l'évaluation de « l'impact anthropique » (c'est-à-dire les perturbations induites par l'homme) sur les écosystèmes, ainsi que les calculs des émissions ou des pertes de biodiversité supposément réduites ou évitées par un projet.

Ce volet discursif n'est compréhensible que pour un petit groupe de consultants et de techniciens chargés de réaliser cette nouvelle forme d'extraction.

De l'autre côté, pour le grand public, on produit le discours inoffensif superficiel des « solutions fondées sur la nature ». Ici, la vision romantique de la nature intacte s'accompagne d'un discours joyeux sur de nouvelles solutions et des situations « gagnant-gagnant ». L'illusion du gagnant-gagnant peut facilement être entretenue pour le grand public, tant que la perte effective, la destruction des moyens de subsistance qui a lieu là où les communautés subalternes touchées ne sont pas en mesure de se faire entendre, reste cachée.

Une étude approfondie menée par des chercheurs brésiliens (8) a mis en évidence ce type de division dans le contexte d'un projet REDD+ de premier plan dans un territoire autochtone amazonien. (9) Les descriptions techniques du projet, visant à « prouver » que les mesures du projet éviteront la déforestation qui aurait autrement eu lieu, décrivent les membres de la communauté autochtone comme des destructeurs de forêts bien connus. Ces informations sont conservées en arrière-plan ou, comme le disent les auteurs, dissimulées dans la « boîte noire » du langage des experts.

Sur le devant de la scène – dans des vidéos YouTube populaires, des brochures sur papier glacé, etc. – on exploite le récit des peuples autochtones en tant que gardiens des forêts épris de nature. Tandis que le récit du destructeur de forêt est la condition technique pour vendre des « émissions évitées » sous forme de crédits carbone, le récit sur les gardiens de la forêt est nécessaire pour « verdir » efficacement l'image de l'acheteur, dans ce cas, un grand producteur de cosmétiques.

Les mécanismes d'appropriation de la nature à des fins de compensation environnementale et climatique sont si obscènes et violents, et si loin de contribuer à la résolution des crises, que, s'ils étaient transparents, le grand public ne les accepterait pas.

Une autre stratégie efficace pour cacher quelque chose consiste à le glisser au milieu d'un ensemble touffu de concepts. Des expressions telles que « économie verte » ou « solutions fondées sur la nature » couvrent tout un ensemble d'initiatives, de programmes et de projets, et brouillent ainsi les distinctions entre elles. Ils fonctionnent comme un label global qui regroupe des programmes de compensation prédateurs avec des initiatives telles que la végétalisation de bâtiments urbains et des projets agroécologiques à petite échelle. L'utilisation d'un label commun suggère que toutes ces initiatives – même si certaines semblent plus « techniquement complexes » que d'autres – œuvrent dans le même sens et doivent finalement avoir le même objectif, à savoir la préservation de l'environnement et du climat. Les intérêts purement commerciaux qui sont à l'origine des projets de compensation et leurs pratiques d'exclusion restent donc méconnus par une grande partie de la société.

Le large champ couvert par ces nouveaux termes et la « positivité » du discours servent à neutraliser davantage les opinions critiques. Ceux qui rejettent ces termes tombent automatiquement dans le discrédit en étant accusés d'être contre toute contribution constructive et peuvent donc facilement être exclus du débat au motif qu'ils sont clairement des éternels insatisfaits.

L'expression « fondé sur la nature » véhicule l'idée que les prétendues nouvelles « solutions » découlent d'une nouvelle relation avec la nature, que les humains arrivent maintenant à la paix avec la nature et en tirent des enseignements. Bien entendu, le caractère exclusionniste et prédateur des projets qui se dissimulent derrière ce terme enlève toute valeur à cette notion. Mais l'expression « fondé sur la nature » dans le contexte de tels projets révèle quelque chose de plus fondamental.

La signification de la « nature »

À ce stade, nous devons nous demander : Que signifie en réalité la « nature » ? Et pour qui cela a-t-il ce sens ?

L'anthropologue Felipe Descola (10) montre que la dichotomie culture-nature – c'est-à-dire la division radicale entre ces deux termes qui s'excluraient mutuellement – est une spécificité de la société occidentale. Ce naturalisme – l'hypothèse selon laquelle la « nature » existe comme son propre domaine de l'être, déterminé par des lois causales et séparé de la réalité « culturelle », qui à son tour serait régie par l'action autodéterminée de l'homme – guide à la fois notre bon sens et nos principes scientifiques.

Les peuples autochtones, de leur côté, qui coexistent avec la terre, la forêt, la rivière, les plantes, les animaux et leurs esprits, et qui subissent les conséquences à la fois de la destruction et des tentatives de « sauver la nature » entreprises par l'homme occidental, n'ont pas ce concept généralisé et anthropocentrique de « nature ». Comme l'explique par exemple l'anthropologue Eduardo Viveiros de Castro, la cosmologie des peuples autochtones amazoniens peut être comprise comme un « multinaturalisme ». (11) À leurs yeux, chacun des différents mondes – le monde des jaguars, le monde des serpents, des tapirs, etc. – constitue une nature en elle-même, au sein de laquelle ces êtres non humains exercent des pratiques sociales ou culturelles égales ou analogues à celles des hommes, c'est-à-dire que pour les peuples autochtones amazoniens, il n'existe qu'une seule culture et d'innombrables natures.

Cela nous amène à penser que la relation destructrice de l'homme moderne avec son environnement et ses semblables est enracinée précisément dans sa notion de nature. C'est dans cette optique que certains penseurs proposent de renoncer complètement à cette notion et de développer ce qu'ils appellent une « écologie sans nature » (12). Dans une telle perspective, il n'y aurait pas de séparation entre humains et non-humains et plus de fondement pour la domination et l'extermination de ces derniers.

Cependant, la construction occidentale de la nature ne peut être comprise comme une quelconque construction discursive, que nous pourrions, dès que nous l'avons identifiée comme telle, simplement abandonner ou déconstruire facilement. C'est une problématique plus profonde. La nature est l'altérité fondamentale – « l'autre » qui constitue le « moi » – de l'homme occidental. Son identité culturelle est définie par cette relation antagoniste. L'histoire de la civilisation occidentale, des Grecs de l'Antiquité au capitalisme récent, est marquée par cette relation fantasmagorique et hostile, par les violentes tentatives de l'homme blanc de dominer ce qu'il projette comme étant la nature, promue au nom des Lumières et du développement. (13)



[caption id="attachment_17129" align="alignright" width="200"]

Dans la culture patriarcale occidentale, la vision dichotomique de la nature va de pair avec une conception également polarisée des femmes. Le tableau du XVe siècle « La Madone de l'humilité avec la tentation d'Eve » de Carlo da Camerino illustre ce qu'on appelle la dichotomie madone-putain : Alors que la Vierge-Mère Marie est adorée sur un trône, Ève dépravée est représentée comme sexuellement disponible.[/caption]

La vision romantique de la nature, telle que nous la voyons apparaître dans le nouveau discours du « fondé sur la nature », peut être comprise comme une composante essentielle de cette relation conflictuelle. L'instrumentalisation de la nature comme ressource exploitable d'une part et la vénération d'une nature « pure » intacte vont de pair. Ce phénomène est analogue à une situation décrite dans la littérature féministe (14), connue sous le nom de dichotomie madone-putain : souvent, dans notre société patriarcale, les hommes sont incapables d'avoir des relations sexuelles respectueuses avec les femmes, car ils ne peuvent les concevoir que comme des êtres méprisables qui peuvent être dégradés en objets sexuels exploitables ou comme de pures « vierges-mères ».

De la même manière, la nature – réifiée comme « ressource » – peut être exploitée de manière agressive sans scrupules moraux, les êtres vivants peuvent être entassés dans des monocultures ou des élevages industriels et manipulés génétiquement afin de maximiser la production. Cette attitude prédatrice est en contraste avec la vénération romantique d'une nature « maternelle » idéale et lointaine, associée à des images de paysages naturels intacts et de « forêts vierges ».

Cette dichotomie ne laisse finalement pas de place à une relation digne entre les humains et les autres formes de vie. Elle aspire à un monde où des îlots de forêts inhabitées sont entourés de sites

de production agricole high-tech. « L'expropriation de la population rurale de la terre et du sol » est, comme l'ont expliqué Karl Marx (15) et Rosa Luxemburg (16), la condition première et permanente de la croissance capitaliste. La croissance capitaliste compulsive, enracinée dans la relation occidentale avec la nature, va de pair avec des mécanismes d'expropriation toujours nouveaux et une création et une adaptation constantes des régimes de vérité.

Le nouveau discours du « fondé sur la nature » doit être compris et rejeté pour ce qu'il est : une composante fonctionnelle des mécanismes capitalistes récents d'exclusion et de dépossession. L'exclusion et l'extinction des êtres vivants humains et non humains à travers la financiarisation de leurs espaces de vie, sont embellies et dissimulées par un discours qui vénère la fantasmagorie occidentale de la nature.

Michael F. Schmidlehner (michaelschmidlehner@gmail.com)

Groupe de recherche sur le travail, le territoire et la politique en Amazonie, Brésil

(Núcleo de Pesquisa Trabalho, Território e Política na Amazônia - TRATEPAM-IFAC)

- (1) Foucault, Michel. *A arqueologia do saber (L'Archéologie du Savoir, 1969)*. Forense Universitária, 2008.
- (2) Escobar, Arturo. *Encountering development: The making and unmaking of the Third World*. Vol. 1. Princeton University Press, 2011.
- (3) UNEP, UNEP. « Towards a green economy: Pathways to sustainable development and poverty eradication ». *Nairobi, Kenya : UNEP*, 2011.
- (4) WEF. « What's a 'circular bioeconomy' and how can it save the planet? | World Economic Forum », 2021. <https://www.weforum.org/agenda/2020/10/circular-bioeconomy-nature-reset/>.
- (5) Hohne-Sparborth, Thomas, Christopher Kaminker, Laura Garcia Velez, Kristina Church, e Michael Urban. « Investing in Nature: the true engine of our economy—a synthesis », 2021.
- (6) Cohen-Shacham, Emmanuelle, Gretchen Walters, Christine Janzen, Stewart Maginnis. « Nature-based solutions to address global societal challenges ». *IUCN : Gland, Suisse* 97 (2016).
- (7) Concernant la logique viciée de la compensation environnementale et climatique et du principe « payer pour polluer », les textes suivants fournissent des exemples et des explications : Kill, Jutta. « Economic valuation of nature ». *Bruxelles : Rosa-Luxemburg-Stiftung*, 2014. Lohmann, Larry. « Carbon trading, climate justice and the production of ignorance: ten examples ».
- (8) *Development* 51, n° 3 (2008) : 359–65. (7) Rajão, Raoni, Camilla Marcolino. « Between Indians and 'cowboys': the role of ICT in the management of contradictory self-images and the production of carbon credits in the Brazilian Amazon ». *Journal of Information Technology* 31, n° 4 (2016) : 347–57.
- (9) Les auteurs de l'étude ont anonymisé les données, mais il ne fait aucun doute qu'il s'agit du Suruí Forest Carbon Project (SFCP) dans l'État brésilien de Rondonia, comme je l'ai signalé dans : Schmidlehner, Michael Franz. « [Guest Post: Between Suruí and 'Acapú': REDD and scientists' ethical dilemmas | REDD-Monitor](#) », 2016.
- (10) Descola, Philippe. *Beyond nature and culture*. University of Chicago Press, 2013.
- (11) Castro, Eduardo Viveiros de. « Os pronomes cosmológicos eo perspectivismo ameríndio ». *Mana* 2, n° 2 (1996) : 115–44.
- (12) Morton, Timothy. *Ecology without nature: Rethinking environmental aesthetics*. Harvard University Press, 2007.
- (13) Adorno, Theodor W., Max Horkheimer. *Dialektik der Aufklärung*. Frankfurt a. M. : Fischer, 1988.
- (14) Bareket, Orly, Rotem Kahalon, Nurit Shnabel, Peter Glick. « The Madonna-Whore Dichotomy: Men who perceive women's nurturance and sexuality as mutually exclusive endorse patriarchy and show lower relationship satisfaction ». *Sex Roles* 79, n° 9 (2018) : 519–32.
- (15) Marx, Karl. « Das Kapital, Buch 3, Vierundzwanzigstes Kapitel. Die sogenannte ursprüngliche Akkumulation ». Dans *Karl Marx, Friedrich Engels Werke* , 23: 741–91. Diez, 1962.

(16) Luxemburg, Rosa. *Die Akkumulation des Kapitals: Ein Beitrag zur ökonomischen Erklärung des Imperialismus*. Vol. 1. Buchhandlung Vorwärts Paul Singer, 1913.